

# Avantages Multiples – Questions et Options relatives à la REDD

---

PROGRAMME ONU-REDD

---

28 Mai 2009

## SOMMAIRE

1 Introduction .....	3
2 Les avantages fournis par les forêts.....	4
3 Les avantages multiples procurés par la REDD .....	6
3.1 La conception de la REDD .....	6
3.2 La mise en œuvre de la REDD .....	7
4 Comment le Programme ONU-REDD apportera-t-il un soutien à la réalisation des avantages multiples et à la REDD ? .....	9
Annexe 1 .....	11



## 1 Introduction

Le présent document fournit un aperçu, d'une part, des questions s'articulant autour des 'avantages multiples'<sup>1</sup> provenant de la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD) et, d'autre part, des possibilités de concrétiser ces avantages. Dans le contexte du Programme ONU-REDD, il est entendu que le terme « avantages multiples » englobe à la fois les avantages sociaux et écosystémiques procurés par la REDD. Le présent document porte uniquement sur les aspects écosystémiques des avantages multiples, car il s'agit d'une des réalisations de l'élément Fonctions internationales de soutien du Programme ONU-REDD, qui se rapporte spécifiquement à l'élaboration de la réalisation 3.2 : 'Outils permettant d'encourager la saisie des coavantages des services écosystémiques créés'.

Le présent document identifie tout d'abord le type d'avantage que procurent les forêts et souligne que la relation entre chacun de ces avantages particuliers peut être complexe. Il examine ensuite les risques et possibilités relatifs à la fourniture d'avantages multiples par la

<sup>1</sup> La signification des termes 'avantages multiples' et 'coavantages' n'a pas encore été définitivement établie. Le tableau ci-dessous présente deux interprétations possibles du terme 'avantages multiples' et une du terme 'coavantages'. Il indique les avantages et les inconvénients de chaque usage. Dans le présent document, nous utilisons le terme dans le sens d'"avantages multiples<sub>1</sub>'

Terme	Interprétation	Avantages	Inconvénients
Avantage multiples <sub>1</sub>	Couvre tous les avantages de la REDD, sauf sa contribution à l'atténuation des changements climatiques	Accorde une plus grande importance aux avantages autres que ceux relatifs à l'atténuation des changements climatiques que le terme "coavantages"	Ne souligne pas le fait que les avantages relatifs à l'atténuation des changements climatiques sont primordiaux. Sa signification peut être confondue avec celle du terme 'Avantages multiples <sub>2</sub> '
Avantages multiples <sub>2</sub>	Couvre tous les avantages de la REDD, y compris sa contribution à l'atténuation des changements climatiques	Met en lumière la gamme d'avantages que présente la REDD	Minimise les avantages de la REDD relatifs à l'atténuation des changements climatiques. Sa signification peut être confondue avec celle du terme 'Avantages multiples <sub>1</sub> '
Coavantages	Couvre tous les avantages de la REDD, sauf sa contribution à l'atténuation des changements climatiques	Reprend la terminologie de l'UNFCCC/CCCC. Indique clairement que les avantages de la REDD relatifs à l'atténuation des changements climatiques sont primordiaux	Implique que tous les avantages de la REDD qui ne sont pas liés à l'atténuation des changements climatiques sont secondaires

REDD. On avance que la réalisation des avantages dépendra de plusieurs facteurs différents, dont la conception de la REDD et la manière dont elle sera mise en œuvre. Le document conclut en examinant, premièrement, ce que les pays doivent faire s'ils veulent promouvoir des avantages multiples et, deuxièmement, les mesures spécifiques que le Programme ONU-REDD peut prendre pour aider les pays sur ce plan.

Les activités concernant les avantages multiples prévues par le Programme ONU-REDD sont guidées par les décisions et les conclusions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC/CCCC). Le 'Plan d'action de Bali' reconnaît que la REDD peut renforcer les coavantages et servir les buts et objectifs d'autres conventions et accords nationaux pertinents (Décision 2/CP.13). Plusieurs Parties ont également demandé dans leurs soumissions au Secrétariat que les coavantages de la REDD soient pris en compte. Les pays auront la possibilité de prendre les avantages multiples en considération lors de la mise en œuvre de la REDD aux niveaux national et sous-national. Le Programme ONU-REDD vise à soutenir les actions permettant de réaliser les avantages multiples de la REDD.

## 2 Les avantages fournis par les forêts

Les forêts, et notamment les forêts tropicales humides, fournissent plusieurs avantages au profit de la société. Elles sont extrêmement riches en biodiversité (la forêt tropicale amazonienne abrite à elle seule environ un quart des espèces terrestres mondiales) et assurent tout un éventail d'importants services écosystémiques, dont des exemples sont donnés ci-dessous (tableau 1).

**Tableau 1. Services fournis par les écosystèmes forestiers (d'après l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire)**

Services fournis par les écosystèmes	Exemples pour les écosystèmes forestiers
<b>Services d'approvisionnement</b>	<b>Les biens ou produits obtenus des écosystèmes</b>
Aliments	Les produits forestiers non ligneux (PFNL), tels que fruits, baies et gibier du 'Bush'
Eau douce	Selon les estimations, 4,6 milliards de personnes dépendent de la forêt pour leur approvisionnement total ou partiel en eau
Produits ligneux et fibres	Bois, coton, chanvre, soie, caoutchouc
Combustible	Bois de chauffage
<b>Services de régulation</b>	<b>Les avantages obtenus grâce à la régulation par les écosystèmes des processus naturels</b>
Régulation du climat	La régulation du cycle mondial du carbone par le biais d'un stockage et d'une séquestration du carbone, outre la régulation locale et régionale du climat (effet albédo, précipitations régionales, etc.)
Régulation des inondations	La réduction et le ralentissement des eaux de ruissellement
Régulation des maladies	Les zones de forêts intactes réduisent la présence d'étendues d'eau stagnante, réduisant ainsi les zones de reproduction des vecteurs et la



Régulation de l'eau	transmission de maladies telles que le paludisme Les systèmes forestiers sont associés à la régulation de 57% du volume total des eaux de ruissellement, et jouent un rôle important dans le cycle hydrologique
<b>Services culturels</b>	<b>Les avantages non matériels fournis par les écosystèmes</b>
Esthétiques Spirituels Pédagogiques Récréatifs	Le cadre et les paysages fournis par les forêts Certaines populations autochtones et autres attachent une valeur spirituelle aux forêts Ressources forestières (génétiques, etc.) Tourisme dans les zones de forêt tropicale humide
<b>Services de soutien</b>	<b>Les processus naturels qui assurent le maintien des autres services fournis par les écosystèmes</b>
Cycle nutritionnel Formation du sol Production primaire	Les forêts sont extrêmement efficaces en ce qui concerne le maintien des flux de nutriments dans l'atmosphère, les plantes et les sols Les forêts en pente retiennent le sol et peuvent en empêcher la dégradation Les forêts sont extrêmement productives

Tous les avantages ci-dessus peuvent être assurés par le biais d'actions visant à réduire le déboisement et la dégradation des forêts. Dans le présent document, nous nous concentrons sur :

- la biodiversité
- la régulation du climat
- la régulation de l'eau
- les produits ligneux
- les produits forestiers non ligneux

La relation entre chaque avantage particulier fourni par les forêts peut être complexe. La fourniture de tous les services écosystémiques repose sur la biodiversité. Toutefois, le maintien et l'amélioration de la biodiversité ne conduisent pas nécessairement à une augmentation des services fournis ; et certains services peuvent être assurés par des écosystèmes dont la biodiversité est réduite. De même, le fait qu'une forêt fournit un type particulier de service écosystémique, tel que la régulation de l'eau, n'est pas forcément une indication de la fourniture d'autres services, comme par exemple l'approvisionnement en produits ligneux ou en aliments. Nos connaissances du chevauchement spatial des différents services fournis par les écosystèmes et des valeurs de biodiversité ne sont pas très développées.

Il existe également des complexités au niveau des échelles temporelle et spatiale des services fournis. Une seule forêt peut fournir certains avantages qui sont mondiaux de nature (p. ex. la régulation du climat), d'autres qui sont régionaux (p. ex. la régulation de l'eau) et d'autres encore qui sont essentiellement locaux (p. ex. la fourniture d'aliments aux habitants de la forêt). De même, les services ne sont pas fournis de manière régulière tout au long de l'année, mais peuvent varier d'une saison à l'autre et diminuer ou augmenter au fil du temps.

Enfin, les questions de savoir qui bénéficie des avantages fournis par les forêts sont fonction non seulement du maintien des écosystèmes forestiers, mais aussi du contexte social et

institutionnel. Une forêt peut fournir de nombreux services d’approvisionnement, mais si la population locale est empêchée de récolter ces ressources – en raison peut-être de la non-reconnaissance de leurs droits de possession – ils ne seront pas en mesure d’en bénéficier. Les aspects sociaux et institutionnels de ces avantages, qui sont également importants pour la distribution des revenus de la REDD, ne sont pas traités plus avant dans ce document<sup>2</sup>.

### **3 Les avantages multiples procurés par la REDD**

La REDD est un mécanisme ayant pour objet de réduire le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement. Elle vise spécifiquement à réduire les émissions de gaz à effet de serre résultant du déboisement et de la dégradation. Dans certaines variantes, elle inclura également des incitations à accroître l’élimination des gaz à effet de serre présents dans l’atmosphère par le biais du boisement et du reboisement.

Étant donné que de nombreuses forêts tropicales sont riches en biodiversité et fournissent les services écosystémiques indiqués ci-dessus, toute forme de REDD fournira vraisemblablement des ‘avantages multiples’ en réduisant les pertes de forêts et la dégradation. Cependant, la mesure dans laquelle la REDD produira des avantages multiples (et la mesure dans laquelle elle pourrait porter atteinte aux avantages procurés par les forêts) dépendra de plusieurs facteurs, dont :

- la conception de la REDD
- la mise en œuvre de la REDD

#### **3.1 La conception de la REDD**

La mesure dans laquelle la REDD produira des avantages écosystémiques et les risques potentiels dépendront en partie de la façon dont la REDD sera conçue. Les questions ayant trait à la portée de la REDD, aux niveaux de référence adoptés et au financement de la REDD sont toutes pertinentes en la matière. Par exemple, l’inclusion de la conservation des forêts en tant qu’activité REDD sera globalement bénéfique pour la biodiversité, tandis que l’inclusion de l’augmentation des stocks de carbone dans le cadre de la REDD pourrait conduire, dans certains cas, à des politiques qui augmenteront la séquestration de carbone aux dépens de la biodiversité et des services de régulation de l’eau. Lors de la 14<sup>e</sup> Conférence des Parties à l’UNFCCC/CCCC, qui s’est tenue à Poznan en décembre 2008, plusieurs groupes de défense de l’environnement ont protesté contre l’inclusion possible des plantations dans la REDD, exprimant ainsi leur inquiétude à la pensée que les forêts naturelles pourraient être détruites pour faire place à des plantations industrielles d’arbres. On risque également d’assister à un déplacement des pressions. En effet, la protection des forêts riches en carbone crée des pressions supplémentaires incitant à convertir ou à dégrader des écosystèmes à plus faible teneur en carbone qui peuvent être importants pour la biodiversité ou la régulation des inondations, comme par exemple les zones humides. Cela est particulièrement applicable aux écosystèmes non forestiers, mais peut également toucher les forêts à faible teneur en carbone.

---

<sup>2</sup>Il est prévu que ces aspects seront pris en considération dans le cadre de la Réalisation 3.1. du Programme ONU-REDD : « Élaboration d’un cadre qui permettra à la REDD de profiter aux pauvres »



### 3.2 La mise en œuvre de la REDD

Si les pays souhaitent tirer des avantages multiples de la REDD, les possibilités les plus prometteuses risquent de se présenter lors de la phase de mise en œuvre. Les pays ont plusieurs obligations à remplir au titre de diverses conventions internationales, telles que la Convention sur la diversité biologique (CDB), et pourraient s’acquitter de certaines de celles-ci en prenant en considération les avantages multiples de la REDD. Comme la REDD peut influencer, tant de manière positive que négative, sur les avantages fournis par les forêts, elle devra faire l’objet d’une planification minutieuse. Un aperçu général des bénéfices et des risques potentiels par rapport aux principaux avantages traités dans le présent document est présenté ci-dessous (tableau 2).

**Tableau 2. Effets directs et indirects de la REDD sur les avantages fournis par les écosystèmes forestiers**

Avantage	Effets directs de la REDD	Effets indirects de la REDD
Biodiversité	Positifs : certaines forêts seront plus riches en biodiversité que d’autres et certaines pratiques de gestion seront plus bénéfiques que d’autres. Certains risques si les forêts ne sont gérées que par rapport au carbone et si l’accès est limité.	Peut créer des pressions supplémentaires incitant à convertir les forêts à faible teneur en carbone et les écosystèmes non forestiers, avec pour conséquence une perte de biodiversité
Régulation de l’eau	Positifs : toutes les forêts assurent une régulation de l’eau. Certaines forêts sont plus utiles que d’autres à cet égard (p. ex. les bassins hydrographiques). Certains risques d’épuisement de l’eau dans le cas de plantations sur des terres auparavant non boisées.	On peut assister à un certain déplacement des pressions vers les écosystèmes à faible teneur en carbone qui assurent un service de régulation de l’eau.
Produits ligneux	Les restrictions concernant les pratiques d’exploitation forestière peuvent réduire les niveaux de production, mais pourraient également assurer la durabilité si elles sont mises en œuvre comme il se doit.	Les pressions exercées sur les produits ligneux pourraient se reporter sur les pays ne souscrivant pas au mécanisme REDD
PFNL	Essentiellement positifs, bien que les mesures visant à limiter la dégradation des forêts puissent entraver l’accès	

Lors de la mise en œuvre de la REDD, les pays devront prendre des décisions quant aux priorités et aux compromis concernant les avantages multiples. Pour être en mesure de le faire, ils devront disposer de connaissances dans deux domaines clés :

Premièrement, il leur faudra comprendre la relation entre les avantages décrits ci-dessus et la manière dont les diverses pratiques de gestion influent sur celle-ci. Comme nous l’avons déjà mentionné, la relation entre la biodiversité, les services fournis par les écosystèmes et



les changements au niveau des stocks de carbone est complexe et elle variera d'une région à l'autre au sein d'un même pays. Il y aura donc des zones où la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes ne se chevauchent pas. De même les zones qui sont prioritaires du point de vue de la nécessité de s'attaquer au déboisement afin de réduire les émissions ne seront pas toujours les plus importantes du point de vue des services fournis par les écosystèmes et de la biodiversité. Nos connaissances de ces relations à l'échelle voulue sont limitées, et les zones dans lesquelles la REDD pourra profiter à la fois à la biodiversité et aux autres services fournis par les écosystèmes seront difficiles à identifier à moins que nous ne soyons capables d'améliorer ces connaissances.

Deuxièmement, les pays devront avoir une idée des coûts et bénéfices associés à la promotion d'avantages au profit de la biodiversité et des services fournis par les écosystèmes par le biais de la REDD. Ainsi, il y aura des zones dans lesquelles la mise en œuvre d'activités REDD permettra de réaliser tous les avantages indiqués ci-dessus, mais où le coût de la réduction des émissions sera supérieur au coût de la réduction d'émissions équivalentes dans une autre zone. La planification en vue de retirer des avantages multiples exige également une connaissance des facteurs qui déterminent les décisions se rapportant à l'occupation des terres, y compris une idée de l'ampleur des menaces envers la forêt, des coûts de mise en œuvre et d'opportunité des activités REDD et des mécanismes disponibles pour combler les lacunes financières.

Par conséquent, il est important que les pays qui souhaitent retirer des avantages multiples grâce à la mise en œuvre du mécanisme REDD bénéficient d'une aide par le biais de l'élaboration d'outils et de conseils qui faciliteront la prise de décisions en connaissance de cause. Plus spécifiquement, ils devront :

- disposer d'une meilleure connaissance de la manière dont les actions propres à réduire les émissions peuvent influencer, tant de façon positive que négative, sur la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes, ainsi que d'un cadre permettant de favoriser des synergies et la résolution des conflits qui peuvent se présenter ;
- comprendre les relations spatiales et temporelles entre la biodiversité, les services fournis par les écosystèmes et les stocks de carbone. Cela leur permettra de prendre en connaissance de cause des décisions concernant les zones qui sont prioritaires du point de vue des activités REDD et de préciser les zones qui remplissent les conditions voulues et où ces activités seront réalisables, de manière à pouvoir les cibler en vue de la réalisation d'avantages multiples ;
- disposer d'outils de soutien aux décisions qui permettront aux pays d'évaluer les bénéfices de la promotion des avantages multiples par rapport aux compromis en fonction des priorités nationales ;
- avoir identifié les besoins d'informations pour la réalisation des avantages multiples ainsi que la relation avec les cadres de mesure, de communication et de vérification (MRV) élaborés pour l'établissement de rapports sur les émissions de gaz à effet de serre. S'il existe des synergies, il devrait être possible d'obtenir par le biais de ces cadres des informations sur la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes.

Certains pays en développement peuvent actuellement ne pas disposer des capacités nécessaires à l'élaboration des outils voulus pour prendre, en connaissance de cause, des

décisions sur les avantages multiples et sur la REDD. La capacité à identifier les zones prioritaires et la connaissance des coûts et bénéfices associés à la réalisation des avantages multiples par le biais de la REDD conduiront vraisemblablement à une prise de décision plus avisée et faciliteront une meilleure planification de la REDD.

#### **4 Comment le Programme ONU-REDD apportera-t-il un soutien à la réalisation des avantages multiples et à la REDD ?**

Le Programme ONU-REDD vise à aborder les aspects de la REDD relatifs aux avantages multiples par le biais des activités principales suivantes :

- Consultations avec les pays pilotes en vue de déterminer leurs priorités et leurs besoins d'informations concernant les avantages multiples et la REDD ;
- Élaboration d'un cadre permettant de comprendre les facteurs qui déterminent l'occupation des terres et les changements d'affectation des terres, ainsi que les conséquences pour la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes ;
- Analyses spatiales de la relation entre le stockage du carbone par les forêts, la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes. Il existe des ensembles de données disponibles pour les services fournis par les écosystèmes, comme la régulation de l'eau (annexe 1), qui pourraient être regroupés pour fournir ces informations aux échelles nationale, régionale et locale ;
- Élaboration d'outils visant à aider les décideurs à favoriser des synergies, à résoudre les conflits et à gérer les compromis ;
- Atelier consultatif international sur les avantages multiples;
- Stages de formation régionaux sur l'utilisation des outils élaborés pour l'évaluation des avantages multiples.

##### **Consultations avec les pays pilotes**

Le Programme ONU-REDD vise à fournir un soutien aux pays en fonction de leurs priorités nationales. Chaque pays aura des ambitions différentes en ce qui concerne la REDD et différentes capacités institutionnelles pour la promotion des avantages multiples. Par conséquent, il sera essentiel d'organiser trois consultations régionales: une en Afrique, une en Asie-Pacifique et une autre en Amérique latine et Caraïbes, dans le cadre desquelles les questions ayant trait aux avantages multiples pourront être discutées avec chaque pays et les besoins essentiels d'informations identifiés. On y recueillera l'engagement des principaux responsables gouvernementaux et autres parties prenantes concernées. Les analyses préliminaires seront présentées et des discussions approfondies seront menées sur les progrès réalisés et les étapes suivantes. Il est prévu que ces trois réunions auront lieu avant celle du Conseil d'orientation en octobre 2009. S'il y a lieu, les consultations seront rattachées à d'autres manifestations ONU-REDD prévues.

##### **Élaboration d'un cadre permettant de comprendre les facteurs qui déterminent l'occupation des terres et les changements d'affectation des terres, ainsi que les conséquences pour la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes**

Cela facilitera l'évaluation des mécanismes disponibles permettant de favoriser des synergies et de résoudre les conflits relatifs aux avantages multiples.



***Analyses spatiales de la relation entre le stockage de carbone par les forêts, la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes***

Ces travaux s'appuieront sur l'Atlas de démonstration Carbone et Biodiversité élaboré par l'UNEP-WCMC. Les analyses spatiales utiliseront les meilleures données disponibles sur le carbone et la biodiversité (de préférence à l'échelle nationale), incluront une cartographie des services fournis par les écosystèmes et incorporeront les priorités des pays, lorsqu'elles ont été définies, ainsi que, dans la mesure du possible, les pressions et les menaces. Les questions relatives aux moyens de subsistance seront prises en considération. Ces travaux seront effectués, dans tous les cas, en collaboration avec des institutions nationales, et, le cas échéant, avec des organisations internationales. Ces analyses spatiales s'inscriront dans la suite logique des cadres MRV et identifieront les zones où des avantages multiples peuvent être réalisés, ainsi que celles nécessitant des compromis.

***Élaboration d'outils visant à aider les décideurs à favoriser des synergies, à résoudre les conflits et à gérer les compromis***

Ces outils s'inspireront des deux analyses décrites ci-dessus et leur élaboration sera éclairée par les contributions recueillies lors des consultations au niveau national.

***Atelier consultatif international sur les avantages multiples***

Cet atelier sollicitera l'engagement de la communauté internationale et fournira au Programme ONU-REDD l'occasion de présenter de projets de documents et de recueillir des informations en retour. Il inclura également des exposés présentés par les représentants des pays pilotes sur les plans d'action pour la réalisation des avantages multiples.

***Stages de formation régionaux sur l'utilisation des outils élaborés***

Ceux-ci ont pour objet de dispenser aux pays pilotes et autres une formation à l'utilisation des outils élaborés, qui seront utilisés lors des activités de démonstration REDD.

**Annex 1- Relevant initiatives and potential data providers/partners**

Organisation/Institution/Researcher	Initiative
<b>Ecosystem services</b>	
Conservation International (CI)	Mapping and valuing ecosystem services. Exploring linkages with REDD
Global Canopy Programme (GCP)	The GCP has proposed a mechanism – referred as “PINC” (Proactive Investment in Natural Capital) – to reward those countries that have large areas of standing forest that are not immediately threatened by deforestation. Such a mechanism is intended for maintaining of ecosystem services beyond carbon in standing forests and is suggested to be included “under the remit of the CBD”. Further information at <a href="http://www.globalcanopy.org/main.php?m=117&amp;sm=144&amp;t=1">http://www.globalcanopy.org/main.php?m=117&amp;sm=144&amp;t=1</a> .
Holly Gibbs (Stanford University)	Produced global biomass carbon data based on IPCC data
IIASA forest model	Calculates differences in net present value of different land uses using a spatially explicit integrated biophysical and socio-economic land use model
Katoomba Group	The Katoomba Group is an international network which works to promote, and improve capacity related to, markets and payments for ecosystem services (PES). The XIV Katoomba Meeting (Cuiaba, Brazil, 1-2 April 2009) has been convened on “Avoiding Deforestation in the Amazon through PES Markets” addressing REDD and PES including biodiversity offsets. Further information at <a href="http://www.katoombameeting2009.com.br/?pg=programacao&amp;lang=en">http://www.katoombameeting2009.com.br/?pg=programacao&amp;lang=en</a> .
Mark Mulligan (Kings College London)	Modelling the relationship between carbon and water production, particularly in protected areas
Millennium Ecosystem Assessment	Assessed the consequences of ecosystem change for human well-being
Natural Capital Project ( <a href="http://www.naturalcapitalproject.org">www.naturalcapitalproject.org</a> )	Developing tools for modelling and mapping the delivery, distribution, and economic value of ecosystem services and biodiversity. Hydrology module under development
Robin Naidoo and others	Preliminary global scale ecosystem service mapping work

Valuing the Arc Project, Tanzania	Improving knowledge of the ecosystem services provided by the Eastern Arc Mountains of Tanzania (including preliminary spatial analyses) and advice on management of these services.
World Wildlife Fund (WWF)	WWF's Conservation Science Program is currently developing a global hydrological database, termed HydroSHEDS. Data for South America, Central America, and Asia are now available.
WaterGAP	Global hydrological model. Annual water availability and consumptive water use per sector
<b>Biodiversity</b>	
Convention on Biological Diversity (CBD)	Following the adoption of CBD Decision IX/16 ("Biodiversity and Climate Change"), the Second <i>Ad Hoc</i> Technical Expert Group (AHTEG) on Biodiversity and Climate Change was established and its first meeting was convened in London (UK) from 17 to 21 November 2008. At its first meeting, the AHTEG addressed, among other issues, biodiversity and climate change mitigation including REDD, also by delineating an overview of the REDD's (and other mitigation activities') potential benefits and risks for biodiversity as well as the possible actions to maximize benefits or reduce negative impacts. The Draft Findings of the meeting are available at <a href="http://www.cbd.int/doc/meetings/cc/ahteg-bdcc-01/other/ahteg-bdcc-01-findings-en.pdf">http://www.cbd.int/doc/meetings/cc/ahteg-bdcc-01/other/ahteg-bdcc-01-findings-en.pdf</a> , while the CBD REDD-related Decisions can be found at <a href="http://www.cbd.int/forest/redd/">http://www.cbd.int/forest/redd/</a> .
Climate Community and Biodiversity Alliance (CCBA)	Convened by CI (see above), the CCBA has developed voluntary standards, the "Climate, Community & Biodiversity Standards" (CCBS <a href="http://www.climate-standards.org/standards/thestandards.html">http://www.climate-standards.org/standards/thestandards.html</a> ), allowing for evaluating climate, community and biodiversity impacts of land-based climate change mitigation projects. The project "Reducing Carbon Emissions from Deforestation in the Ulu Masen Ecosystem, Aceh, Indonesia" is an example of a REDD project which have been audited and validated under the CCBS. Further information at <a href="http://www.climate-standards.org">http://www.climate-standards.org</a> .
Conservation International (CI)	CI works to link REDD, carbon finance and biodiversity in several locations, such as in Liberia and Ecuador. CI has also convened the Climate, Community and Biodiversity Alliance (see CCBA below) and manages the Conservation and Community Carbon Fund established to support the development and the implementation of forest-based carbon projects which are based



	<p>in/around key biodiversity areas, address climate change, deliver biodiversity and local community benefits, and also adhere to the Climate, Community and Biodiversity Standards. Further information at <a href="http://www.conservation.org/learn/climate/Pages/overview.aspx">http://www.conservation.org/learn/climate/Pages/overview.aspx</a> and at <a href="http://www.conservation.org/Documents/CCCF_Overview_Nov_2008.pdf">http://www.conservation.org/Documents/CCCF_Overview_Nov_2008.pdf</a>.</p>
Center for International Forestry Research (CIFOR)	<p>CIFOR has undertaken, in cooperation with ODI and IPAM, a research project on “Integrating REDD in the Global Climate Protection Regime: Proposals and Implications” towards coordinating and contributing to the review and analysis of REDD, and also addressing biodiversity and other co-benefits. CIFOR also co-hosted, with the Government of Poland and the Collaborative Partnership on Forests (CPF) and in parallel to UNFCCC/COP-14, “Forest Day 2” whose main programme and side events addressed REDD and its co-benefits including biodiversity. Further information at <a href="http://www.cifor.cgiar.org/carbofor/">http://www.cifor.cgiar.org/carbofor/</a>, the CIFOR Carbon forestry research webpage.</p>
Ecosecurities	<p>Have undertaken work on biodiversity and carbon finance, including a recent report for the CBD: Challenges for a business case for high-biodiversity REDD projects and schemes</p>
Fauna and Flora International (FFI)	<p>FFI conducts REDD-related conservation projects in different countries, such as Indonesia and Liberia. Further locations are identified within the partnership between FFI and the Australian bank Macquarie Group aimed at developing and implementing six REDD projects between June 2008 and June 2011. Further information at <a href="http://www.faunaflora.org/ffi_conservinghabitats.php">http://www.faunaflora.org/ffi_conservinghabitats.php</a>.</p>
Global Environment Facility (GEF)	<p>Some GEF projects on REDD or REDD-related issues address biodiversity; among them there are the “Carbon Benefits Project (CBP): Modeling, Measurement and Monitoring” (<a href="http://gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3449">http://gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3449</a>), and the “CBSP Enhancing Institutional Capacities on REDD issues for Sustainable Forest Management in the Congo Basin” (<a href="http://gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3779">http://gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3779</a>). Further information at <a href="http://www.thegef.org/">http://www.thegef.org/</a>. The GEF Scientific and Technical Advisory Panel (GEF-STAP) has convened a workshop on “REDD, Forest Conservation and Sustainable Forest Management: Options for GEF-5 (LULUCF, SFM to REDD)” in Washington, DC (USA) on 31 March 2009, towards delineating GEF-STAP’s contribution to the fifth replenishment strategies for climate change, sustainable forest management, land degradation and biodiversity. Further information at</p>



	<a href="http://stapgef.unep.org/activities/technicalworkshops/SFM_RED D">http://stapgef.unep.org/activities/technicalworkshops/SFM_RED D</a>
IUCN - The World Conservation Union	At the international level, IUCN participates in the activities of the Pro-Poor REDD Working Group of the Poverty-Environment Partnership (PEP). During the IUCN World Conservation Congress, IUCN, in cooperation with CI and TNC, has convened a REDD-related event on “Delivering Multiple Benefits from Forest Carbon Markets to Address Climate Change, Biodiversity Conservation and Poverty Alleviation” (Barcelona, Spain, 7 October 2007), with the objectives of discussing how to optimize biodiversity and human livelihood benefits in forest carbon activities including REDD. Further information at <a href="http://cmsdata.iucn.org/downloads/redd_opportunities.pdf">http://cmsdata.iucn.org/downloads/redd_opportunities.pdf</a> .
Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)	The OECD undertook an “Initial Review of Policies and Incentives to Reduce GHG Emissions from Deforestation” (November 2006) referring to biodiversity within the total economic value of tropical forests and to incentives for biodiversity conservation. OECD has also convened a workshop on “Capturing Carbon and Biodiversity Benefits to Reduce Deforestation” as a Joint Workshop of the Working Group on the Economic Aspects of Biodiversity and the Annex I Expert Group on the UNFCCC (Paris, France, 26 March 2008). Further information at <a href="http://www.oecd.org/departement/0,3355,en_2649_33713_1_1_1_1_1,00.html">http://www.oecd.org/departement/0,3355,en_2649_33713_1_1_1_1_1,00.html</a>
The Nature Conservancy (TNC)	TNC undertakes REDD-related forest carbon projects addressing biodiversity co-benefits in different sites, such as the Noel Kempff Mercado National Park (Bolivia) and the Rio Bravo Conservation and Management Area (Belize). Further information at <a href="http://www.nature.org/initiatives/climatechange/strategies/art2_0607.html">http://www.nature.org/initiatives/climatechange/strategies/art2_0607.html</a> .
University of Cambridge, Institute of European Environmental Policy, Alterra, UNEP-WCMC	Review on the economics of biodiversity loss: Scoping the science. Discusses the potential of mapping ecosystem services <a href="http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/scoping_science.pdf">http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/scoping_science.pdf</a>
University of East Anglia (Bernado Strassburg)	Spatial analysis of species richness and carbon stocks
Wildlife Conservation Society (WCS)	WCS, in cooperation with the Malagasy Ministry of Water and Forests, Environment and Tourism with support from the Global Conservation Fund and the Critical Ecosystem Partnership Fund, has conducted work towards linking avoided deforestation, carbon-based funding for protected areas and addressing conservation threats in the Makira Plateau area in north-eastern Madagascar. Other WCS REDD-related initiatives, also supporting



## Avantages Multiples – Questions et Options relatives à la REDD

	<p>poverty alleviation and biodiversity, have been planned in the Congo Basin (e.g. DRC and Cameroon), pending availability of funds. Further information at <a href="http://www.wcs.org/globalconservation/challenges/climate?preview=&amp;psid=&amp;ph=class%3DAWC-4877272">http://www.wcs.org/globalconservation/challenges/climate?preview=&amp;psid=&amp;ph=class%3DAWC-4877272</a>.</p>
<p>WWF-World Wide Fund For Nature</p>	<p>WWF undertakes REDD-related initiatives through biodiversity/livelihood projects in different countries such as Peru (“REDD Project Implementation in the Peruvian Andean Amazon”) and Nepal (“Reducing poverty in Nepal, through innovative and equitable carbon financing mechanism (REDD)”). Further information at <a href="http://www.panda.org/what_we_do/footprint/forest_climate/forests_and_climate_change/">http://www.panda.org/what_we_do/footprint/forest_climate/forests_and_climate_change/</a>. WWF-USA is working on the role of protected areas in reducing emissions from forests and in February 2009 held a workshop on “Connecting Amazon Protected Areas and Indigenous Lands to REDD Frameworks” (Stanford University, California, 11-12 February 2009). Further information at <a href="http://www.worldwildlife.org/science/stanfordgroup.html">http://www.worldwildlife.org/science/stanfordgroup.html</a>.</p>

